

RESEAU DES VILLES SPORT SANTE SUR ORDONNANCE

6e GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL

27 mars 2019 - Paris

Compte rendu

1. Mots d'ouverture

Mme **Anne SOUYRIS**, Adjointe au Maire de Paris en charge de la santé, accueille le groupe de travail national dans une salle de travail de l'Hôtel de Ville, et demande d'excuser son départ rapide de la réunion, retenue avec le Maire.

Le **Dr Alexandre FELTZ**, Adjoint au Maire de Strasbourg en charge de la santé, remercie la venue et l'implication de chacun (46 personnes), élus et techniciens, et note le dynamisme de ce réseau national.

2. Actualité nationale

- Actualisation du rapport de l'INSERM « expertise collective 'activité physique : prévention et traitement des maladies chroniques' » : <https://www.inserm.fr/actualites-et-evenements/actualites/dans-actu-activite-physique-et-sante>
- Stratégie nationale sport santé : Jacques BIGOT, du Pôle ressources national SSBE, fait part de la présentation de la stratégie nationale lors du comité interministériel du 25/03, sous l'égide du 1^{er} ministre. Le document, 4 pages, s'insère dans le plan national de santé publique 'priorité santé prévention'. Il est téléchargeable par ce lien : <https://pole-sante.creps-vichy.sports.gouv.fr/wp-content/uploads/2019/03/Strategie-Nationale-Sport-Santé--4-pages.pdf>

Pour rappel, les 4 grands axes :

1. La promotion de la santé et du bien-être par l'activité physique et sportive
2. Le développement et le recours à l'APA à visée thérapeutique
3. La protection de la santé des sportifs et le renforcement de la sécurité des pratiquants
4. Le renforcement et la diffusion des connaissances.

Ces axes sont désormais publiquement connus. Il manque cependant toujours l'annonce politique sur les financements et les modes d'organisation.

- 3^o Assises sport santé sur ordonnance le 14/10/19 à Strasbourg : ambition symbolique de pouvoir accueillir la Ministre des Sports et la Ministre de la Santé.
- Lundi 1^{er} avril : débat sport santé à l'Assemblée nationale
- Rapport paru fin mars « Faire de la France une vraie nation sportive : développer la pratique d'activités physiques et sportives tout au long de la vie » (information Santé Publique France) :
https://fr.scribd.com/document/402650712/Rapport-Sport-Pour-Tous#fullscreen&from_embed.
- Rappel : Le questionnaire sport santé de recensement des dispositifs en place sur le territoire national est disponible sur le site de l'ONAPS : www.onaps.fr
→ Pour les collectivités n'ayant pas encore répondu, remplir le questionnaire
Le traitement des données sera réalisé pendant l'été.

Le constat est intéressant : malgré des financements non encore stabilisés et inégaux selon les territoires, les dynamiques locales continuent. Il y a un paradoxe entre l'investissement des villes et l'absence de financement national du sport santé sur ordonnance.

3. Actualité des territoires

Tour de table des 28 villes présentes (cf. **tableau récapitulatif** pages 7 à 10)

Quelques réflexions pendant le débat :

- La question du financement par les bénéficiaires est importante, et doit être mis en lien avec le fait que les inégalités sont surtout sociales et donc financières.
La prescription est inscrite dans la loi de janvier 2016, mais l'activité physique n'est pas financée.
- Importance de la formation sport santé pour l'ensemble des acteurs dispensant l'APA
- Exemple du réseau Grand Est : tous les médecins de la Région peuvent prescrire de l'APA. Et des réseaux ou dispositifs sont recensés pour accueillir, faire les bilans et dispenser l'APA, avec l'appui d'associations sportives labellisées, mais les séances d'APA ne sont pas financées.
- Le dialogue avec les ARS est primordial, mais en très grande majorité ce sont les collectivités locales qui financent.
- Le découpage par les pathologies est artificiel. Intensité légère ou modérée : aucune contre-indication à faire de l'APA ni d'ailleurs de faire pratiquer des épreuves d'effort (HAS).

L'objectif des dynamiques territoriales est de créer des dispositifs qui puissent être des objets politiques pouvant perdurer quelles que soient les alternances politiques (contexte national des élections municipales 2020 par exemple).

4. Les prochaines Assises sport santé sur ordonnance

Save the date : les 3° Assises sport santé sur ordonnance auront lieu à Strasbourg
→ les 14 et 15 octobre 2019

Dans le cadre de la préfiguration du programme des Assises, il est proposé de commencer à coconstruire les différents ateliers en groupes de travail.

- La synthèse des axes proposés à ce jour est présentée ci-dessous,
- Pour la suite, **il est proposé que des villes membres du GT National soient nommées coordinatrices de l'organisation d'un atelier, en lien avec Strasbourg**

Atelier 1 : Comment se saisir des JO 2024 pour faire le lien avec la sportivité des territoires ? et pour quel développement du SSSO ?

- Dynamiques pour sensibiliser le grand public
- Messages de prévention pour lutter contre la sédentarité
- Quel financement pour les projets sport santé

Intervenants potentiels : COJO (Tony Estanguet), Direction Génération 2024, Pour une France en forme, Directrice Impact et héritage Paris 2024 (Marie Barsacq), Mairie de Paris

Coordination de la construction de l'atelier : **BIARRITZ**

Atelier 2 : Le modèle économique : du financement à l'activité au remboursement solidaire ?

- Décret de 2017
- Souhait de prise en charge totale ou partielle par les CPAM
- Créer un modèle adapté et dupplicable, servant de référentiel

Intervenants potentiels : ARS, Agence nationale du Sport (Frédéric CHAUNAUUVRE), Mutuelle des sportifs, mutuelles, CNAM, CPAM (dispositif expérimental Dites non au diabète)

Coordination de la construction de l'atelier : **MARCQ-EN-BAROEUL**

Atelier 3 : L'accompagnement vers l'autonomie (l'après prescription)

- Favoriser la labellisation des intervenants
- Créer les liens entre dispositifs (avec prescription) et les associations
- Offre de choix à dispenser aux patients à la sortie du dispositif

Intervenants potentiels : CNOSE, Alain CALMAT, exemples de Montargis et Miramas

Coordination de la construction de l'atelier : **MONTARGIS & MIRAMAS**

Atelier 4 : Les maisons sport santé : cadrage national et initiatives locales

- Cadrage et cahier des charges national : intervention du Ministère des Sports en plénière sans doute et Christèle Gauthier en atelier (à confirmer)
- Les MSS comme lieux physiques ou comme plateforme de mutualisation ?
- La place des collectivités territoriales dans les projets de MSS
- La place des MSS dans les Contrats locaux de santé
- Le lien avec la fédération des Maisons de santé

Intervenants potentiels : Projet rural de Ventabrun, liens MSS et maison de santé pluridisciplinaire (Chaumont et Froncles), MSS de Lorient, MSS de Narbonne

Coordination de la construction de l'atelier : **STRASBOURG**

Atelier 5 : Les liv'lab sports : concept – initiatives – places des start up

- Présentation par la Ministre des Sports des Liv lab sports (en Plénière Assises ?)
- Projet Liv lab sports Angers (lauréat de l'AMI) : Présentation de Connection, prestations privées
- Projet Liv lab sports Marseille (lauréat de l'AMI)

Coordination de la construction de l'atelier : **ANGERS & MARSEILLE**

Atelier 6 : Sport santé sur ordonnance ... sans frontières

- Valorisation de projets français, transfrontaliers, ou étrangers
- Tarbes
- Tahiti
- Nouvelle Calédonie
- Lausanne
- Ecosse, Irlande
- Martinique...

Coordination de la construction de l'atelier : **TARBES**

Atelier 7 : La prescription d'activité physique pour les enfants

- Y a-t-il nécessité d'une ordonnance ? Recommandations de la HAS
- Favoriser la prévention primaire : développer les créneaux associatifs sport loisir, favoriser l'inclusion (foot'in)
- Des exemples de dispositifs : PRECCOSS à Strasbourg, Pass'Sport santé à Villeurbanne, En mouvement à Vénissieux, Retrouve ton cap financement CPAM-ARS en Seine saint Denis

Intervenants potentiels : Une fédération (FFF ?), les porteurs de projets, REPOP, CAPS

Coordination de la construction de l'atelier : **VILLEURBANNE**

Atelier 8 : Du bénéficiaire au patient expert : comment ? pourquoi ?

- Qu'est-ce qu'un patient expert ? Mobiliser le Pr Catherine TOURETTE (Université des patients / Sorbonne)
- Faut-il mettre en place une commission usagers ?
- Quel rôle, quelle place, d'un patient expert ? (facilitateur, formation)
- Place de l'éducation thérapeutique ?

Intervenants potentiels : Pr Catherine TOURETTE, Jean-Charles VERHEYE (thèse 'patient expert' / santé publique Paris 13°), France assoc santé

Coordination de la construction de l'atelier : *(info à transmettre)*

Atelier 9 : La prescription d'activité physique pour les séniors, enjeu de santé publique

- Repérage par les acteurs de terrain / définition d'un public cible
- Passer du domicile à la salle de sport
- Questions d'accessibilité (sites, transport...)
- Associer un bilan nutrition, importance de l'évaluation qualitative
- Sensibilisation des médecins

Intervenants potentiels : Colombes (projet ALD pour + 60 ans), Charenton-le-Pont (APA à domicile), Paris (Carte sénior + / Gratuité de l'AP offre Ville pour les + 60 ans), Marseille (Sport santé sénior bien-être / hors prescription), Mulhouse (club des panthères APA Alzheimer)

Proposition de stand : projet de semelle connectée (Villeurbanne)

Coordination de la construction de l'atelier : **COLOMBES**

Atelier 10 : La prescription d'activité physique par le médecin traitant en lien avec les intervenants spécialisés en APAS

- Information, formation, communication
- Question du financement
- Lieux, moyens humains
- Plateforme numérique commune Médecins-bénéficiaires-éducateurs APA

Coordination de la construction de l'atelier : **DOUAI**

5. Communiqué de presse

L'ensemble des villes présentes valident le texte et la diffusion d'un communiqué de presse commun.

6. Mots de clôture

Les prochaines dates :

- 23 mai à Marseille : Colloque du RFVS de l'OMS « Environnements intérieurs de qualité »
- 14 et 15 octobre à Strasbourg : 3^e Assises du sport santé sur ordonnance

Le Dr Alexandre FELTZ clôture la journée.

Liste des membres du groupe de travail des villes sport santé sur ordonnance (en gras, les 28 villes représentées ce 27/03/19 à Paris par 46 personnes)

*Agglomération Bergeracoise, Amiens, **Angers**, Antibes, **Aubervilliers**, **Balaruc-les-Bains**, Besançon, **Biarritz**, **Blagnac**, **Boulogne-sur-mer**, **Bourgoin-Jallieu**, Brest, Brive la Gaillarde, Cabries-Calas, **Caen**, Carcassonne, Cavalaire sur Mer, Chalon-sur-Saône, **Charenton-le-Pont**, Château-Thierry, Cherbourg en Cotentin, **Colombes**, Couderkerque-Branche, Courcouronnes, **Douai**, **Dunkerque**, Evry, Fontainebleau, Fort-de-France, Gif sur Yvette, Grand Nancy, Grand Paris Seine & Oise, Illkirch Graffenstaden, La Croix Valmer, La Rochelle, Le Cres, Le Grand Chalon, Lille, **Marcq-en-Baroeul**, **Marseille**, Metz, **Miramas**, Mont de Marsan, **Montargis**, **Montreuil**, **Mulhouse**, Nantes, Narbonne, **Nice**, **Orléans**, **Paris**, Perpignan, Pertuis, Reims, **Rennes**, Romans-sur-Isère, Saint-Paul de la Réunion, Saint Pierre de la Réunion, **Saint-Quentin-en-Yvelines**, **Sète**, **Strasbourg**, **Tarbes**, **Toulouse**, Val de Reuil, Valence, Valenciennes Métropole, Villenes-sur-Seine, **Villeurbanne***

Retours d'expériences : villes déjà engagées, dispositifs en projet

* villes présentes au GT du 29/03/19

Angers *	Politique signée en 2017, sans doute ouverture d'un centre médico-sportif en septembre 2019. En collaboration avec le centre hospitalier. Accueil favorable de l'ARS. Inscrit dans le CLS qui sera signé en mai 2019. Concept Ma maison sport santé. Démarche politique et plus globalement 'Angers sport 2020'. Accompagnement de la CPAM pour l'information des médecins généralistes. Retenu à l'AMI Liv lab sports.
Aubervilliers *	Prévention primaire depuis 2012 et dispositif SSSO depuis 2015. Nouveauté : Mise en place d'un 5° atelier APA. Financement : 9000 € ARS et CGET. La gratuité est une évidence pour le territoire. Difficulté : l'orientation vers les associations du territoire labellisées sport santé.
Balaruc-les-bains *	1° station thermale de France. Projet de créer une MSS pour les patients atteints d'ALD. Souhait de construire un centre de réadaptation physique pour sportifs haut niveau. Problématique : le financement.
Bergerac agglo	Le projet stagne. Étude d'opportunité faite par le service des sports depuis 1 an. Complexité. Portage initial par le Sport et reprise du projet par le service santé.
Besançon	Démarrage d'un travail de transversalité santé, sport, et espaces verts sur la manière de favoriser l'AP dans la ville. Il existe déjà un réseau sport santé soutenu par l'ARS et la DRDJSCS sur la Bourgogne, donc souhait d'établir des liens avec le dispositif de Besançon.
 Biarritz *	10 ans dans la démarche sport santé et dispositif SSSO depuis 3 ans. Portage Ville/association et action pilote dans le cadre du CLS. Financement public (25%) et privé. Prévention primaire et tertiaire. Nouvelle thématique Paris 2024 (JO) Difficultés : programme lancé avec le centre hospitalier, orientation vers les associations sportives. Mais problématique du modèle économique pour un dispositif viable et fiable.
Blagnac *	3 acteurs : patient / médecin / mairie. Dispositif pour tout habitant adulte de la ville. Durée = 1 an. Effort mis sur la sortie du dispositif. Travail avec les associations sportives. En cours, ouverture activité Billard (reconnu positif pour femmes suite à cancer du sein et jeunes hyper actifs). Difficulté : arrivée de nouveaux médecins (désertification même si pas en zone rurale).
Boulogne sur mer *	Projet SSSO depuis septembre 2015. Prise d'ampleur du dispositif. Difficulté de faire sortir les bénéficiaires du dispositif. Au départ entièrement gratuit, mais par conséquent désormais gratuit la 1° année, 20 € ensuite, 40 € la 3°, et 90 € la 4° année. Difficulté de sensibiliser les médecins, peu mobilisés. Pas de financement ARS.
Bourgoin-Jallieu *	Difficulté du mandat : peu d'intérêt aux questions de santé. Mise en place de sport gratuit. Activités de prévention.
Caen *	Dispositif, porte d'entrée unique, en régie depuis automne 2017. Développement en cours. Gratuit pendant 6 mois ; Puis orientation vers les clubs sportifs pour APA. Cofinancement ARS. Coût global 160 000 € (15% ARS). Pistes : santé au travail (sédentarité, troubles musculo-squelettiques, sport en entreprise, arrêts maladie avec entrée dans sport santé). Extension à la communauté urbaine (52 communes). Et projet de MSS : lieu défini, avec réorientation de son action, travaux.
Carcassonne	Dans le cadre d'un CLS, actions en direction des seniors, actions de prévention primaire et secondaire. Réel intérêt pour l'ordonnance

	dans le cadre des ALD et pathologies chroniques.
Charenton-le-Pont*	Démarrage novembre 2018 (contexte 30 000 habitants, 3000 ALD). Recrutement d'un enseignant APA par vacances. Travail sur la sortie du dispositif vers les associations. Réflexion sur une APA à domicile pour transition vers des séances collectives. Coût estimé par bénéficiaire : 500 € (émarge à la Conférence des financeurs). Objectif : pérennité du dispositif et développement de l'action vers les enfants.
Colombes *	Projet récent (2018) avec expérimentation sur un public précis en 2019 à partir de 60 ans (Conférence des financeurs). Dispositif passerelle de SSSO, dispositif Ville Hôpital (service gériatrie). Coordinateur accompagne le patient sur tout le parcours. Evaluation faite à l'hôpital, accompagnement vers les associations. Une conférence à l'attention des médecins prévue en octobre mais fonctionne déjà bien.
Evry	Portage politique fort, animateurs formés, mais pas encore de sport santé sur ordonnance.
Coudekerque-Branche	Ville pilote pour la région des Hauts de France. Dispositif lancé en avril 2015. Gratuité pour les bénéficiaires. Mais réflexion sur une possible application de tarification liée au quotient familial. Point positif : s'agissant de personnes isolées, sédentaires, le bienfait du sport-santé est exceptionnel sur l'état d'esprit, le moral.
Douai *	Dispositif depuis 2016. Mise en place d'un modèle payant. 400 € + 100 € pour les bilans : avec différents barèmes. Reste gratuit pour les non imposables, 250 ou 500 selon tranche. Partenariat avec quelques mutuelles pour prise en charge. Nécessité d'un modèle économique viable.
Dunkerque *	Dispositif SSSO lancé le 7 janvier 2019. En régie. 4 ALD. Tests au service des sports. Proposition de 2 activités hebdomadaires. Période d'expérimentation de 6 mois ; accueil des patients gratuitement. Ensuite sans doute une année de gratuité. Travail en cours sur le maillage avec les associations pour la sortie du dispositif. Budget : 55000 € (valorisation temps de travail). Pas de cofinancement partenarial. Vraie volonté politique (mise en place permise par le retour à la semaine de 4 jours sans surcoût).
La Rochelle	Il existe un projet pilote sur les problématiques d'addictions, avec un déplacement vers les questions de prévention secondaire. Recensement 2017 de la proposition d'activité physique, pour relier l'offre aux besoins. Démarrage d'un partenariat entre la ville et un centre de la Croix rouge pour des patients sortant d'hospitalisation.
Lille	Peu d'avancée sur le sport santé. Action de remise au sport avec l'institut Pasteur, financée par la politique de la ville. Intérêt au sport santé sur ordonnance mais manque de moyen. Réflexion quant au démarrage éventuel sur un territoire.
Marq-en-Baroeul *	Thématique sport santé depuis longtemps. Prévention primaire. Think tank sport santé pour réfléchir aux modes de déplacements actifs. 1 pers/ 8 en ALD sur la commune. Dispositif lancé, sera opérationnel 29 avril 2019. Educateurs APA en synergie avec les clubs sportifs. 2 séances hebdo. Demande de participation financière pour ne faire le tout gratuit. En parallèle, au titre de la métropole Lille : dispositif mis en place d'un écosystème domaine innovation, sport, santé. Projet MSS sur territoire métropolitain. Au titre de l'ANDES (vice-présidence), réseau sport des Collectivités territoriales. Seront présents dans la nouvelle Agence nationale du

	sport (2 avril). ANDES à disposition des CT pour partager les expériences. Souhait : faire une mission d'évaluation et expertise pour travailler sur un modèle économique pertinent.
Marseille *	Ouverture prévue en mai 2019 (réflexion engagée depuis 2015 et inscription dans le CLS). Souhaitait une plus-value sur le territoire à côté des structures qui travaillent déjà. Plateforme : médecin et éducateur APA, évaluation puis prise en charge de 9 mois. Lieu d'accueil et de ressource. Travail en cours avec les caisses de prévoyance. Financement ARS (50 000 €), Département (50 000 €), Ville (200 000 €). Lauréat AMI Liv lab sports. La plateforme devient donc le 1er pas de ce liv lab.
Miramas *	Projet élaboré par la Ville mais mis en œuvre par l'Office des sports. Fonctionne depuis novembre 2016. 100 personnes accompagnées sur l'année sportive. 40 médecins prescrivent aujourd'hui. 2 APA. 30 € l'année. Financement ARS 30% et CNDS 30% mais questionnement sur le financement de la future Agence du sport.
Montargis *	Dispositif prévu pour septembre 2019. Inégalité des territoires face au financement des ARS. Le projet s'appellera Sport santé dans l'AME, porté en régie. Lieu d'évaluation, bilan par des kinés. Budget 10000 € permettant de prendre en charge 80 personnes, mise à disposition de locaux. 30 € demandés par adhérents. Nécessité d'un financement plus pérenne.
Montreuil *	Dispositif sport santé démarré en 2015, action phare co-pilotée par les deux élus sport et santé. Axe de la politique sportive de la ville depuis le début. Médecins prescripteurs sont les médecins généralistes, de ville. Educateurs formés en ETP et entretien motivationnel. SSSO sera inscrit dans le CLS. Financement 80% Ville et 20% ARS. 30% des bénéficiaires ont continué leur pratique en APA dans une association.
Mulhouse *	(100 000 habitants) Démarrage du projet Mulhouse sport santé en octobre 2018, qui s'inscrit dans le cadre du dispositif régional Grand Est Prescri'mouv, avec critères d'inclusion plus larges. Travail axé sur les QPV.
Nantes	Pas de dispositif SSSO mais une politique de sport santé. Valorisation des pratiques libres : aménager la ville accessible. Développement d'une application StimulSport. Réflexion sur le sport santé car la thématique n'est pour l'instant pas inscrite dans le CLS, et écriture en cours du CLS 2. Nantes a un Observatoire de la Santé selon lequel 25% des enfants dans certains quartiers sont en situation d'obésité – un argument fort. Mais à ce jour, pas encore de volonté politique pour mettre en place un sport-santé sur ordonnance.
Nice *	Dynamique sport santé souhaitée par les politiques. Court terme : parcours médico actif pour les personnes avec pathologies chroniques. Projet de MSS pour en faire un lieu totem pour tous les acteurs du domaine (liv lab sport, mise à dispo locaux...). Soutien de l'ARS. Frein : pas de recrutement possible par la collectivité (pacte financier)
Orléans *	Présentation d'un dispositif aux Assises 2017, mais difficultés depuis. Rôle : trait d'union entre les malades, médecins, acteurs associatifs. Elus convaincus, mais pas de financements partenariaux pour l'instant. Des lieux sont identifiés, mais pas de prise en charge financière existante.

Paris *	Dispositif Paris santé nutrition pour enfants en surpoids et adultes en précarité, porte le sport santé, inscrit dans le CLS. Difficulté : faire le lien avec les clubs et associations. Souhait d'expérimentation d'un SSSO pour adultes sur 2 arrondissements.
Rennes *	Pas de SSSO mais dynamique sport santé sociale. Sur le fonctionnement en place 'bien dans son sport', difficulté car l'Office des sports n'est plus en place. Souhait de garder un axe fort sur la nutrition, et renforcement des créneaux bien-être.
Saint-Quentin-en-Yvelines *	Sport santé était déjà inscrit dans le 1 ^{er} CLS. Le CLS 2 l'a véritablement inscrit en action stratégique. Extension du dispositif. Partenariats avec CDOS et Efolep. 75% des bénéficiaires ont + 60 ans. Travail avec 2 maisons de santé interdisciplinaires, permet l'incitation des médecins. Financements : Conférence des financeurs, ARS. Travail à faire pour que les recettes soient fléchées pour le service et permettent des recrutements (et non pour la Collectivité). Manque un lieu d'évaluation de la condition physique.
Sète *	Le sport-santé sur ordonnance est le résultat d'un projet politique fort, piloté par l'adjoint aux sports. Dispositif porté en régie, proposant 2 activités hebdomadaires. 4 éducateurs et 1 enseignant APA. Coût estimé : 150 000 € supporté par la collectivité, pas de cofinancement. 6 mois gratuits puis payant. Extension du dispositif.
Strasbourg *	Dans le cadre du nouveau dispositif Grand Est, extension de SSSO à de nouveaux critères d'inclusion depuis début octobre 2018. Paiement à l'acte, permettant un plus fort financement de l'ARS en plus de l'existant. Le dispositif est un vecteur de lien social. En cours, le projet de maison sport santé, avec une structuration sous forme de Groupement d'Intérêt Public, qui portera le réseau de prévention primaire, PRECCOSS (enfants) et SSSO + Institut sport santé et recherche + living lab, dans l'aile médicale des Bains municipaux, lieu emblématique et patrimonial.
Tarbes *	Pas de dispositif SSSO proprement dit, mais en réflexion. Mais projet transfrontalier CapasCité, avec de la formation, sensibilisation sur la thématique sport santé.
Toulouse *	Souhait de développer SSSO en plus de la valorisation de l'existant : boucles d'activité physique, activités séniors... Travail en cours grâce au réseau, services Sport et Santé.
Villennes-sur-Seine	(5 000 habitants) Réflexion en cours sur une maison de santé pluridisciplinaire.
Villeurbanne *	Programme 'en forme à Villeurbanne' qui regroupe plusieurs dispositifs donc SSSO. Une année expérimentale. Souhait de travailler avec les personnes les plus éloignées de la pratique. Financement ARS (enfants), Conférence des financeurs (quartiers) mais pas de financement pour SSSO.
Efformip * et 'collectif des réseaux sport santé' Occitanie	fonctionnement = médecins et intervenants sportifs formés. Prescription APA, kit de prescription. Les enseignants font les bilans, puis orientent vers une association ou une collectivité territoriale pour l'activité (2 séances hebdomadaires) et si possible une 3 ^e en autonomie. Soutien motivationnel (tests conditions physiques, entretien motivationnel). L'APA est financée par la personne avec aide à hauteur de 100 € (déduction faite par l'association avec remboursement par Efformip).